

Mobilisez les travailleurs contre la criminalisation de l'opposition au génocide à Gaza par l'État policier français !

Alexandre Lantier

24 avril 2024

Le Parti de l'égalité socialiste (PES) condamne sans équivoque la tentative de l'État français de criminaliser les expressions de solidarité défendant Gaza contre le génocide perpétré par l'État israélien. Ceux qui dénoncent le génocide sont systématiquement menacés de peines de prison, d'interdictions d'activités publiques et de violences d'extrême droite.

Jean-Paul Delescaut, responsable syndical de la Confédération générale du travail (CGT), a été condamné à un an de prison avec sursis. Jean-Luc Mélenchon, du parti La France insoumise (LFI), a vu ses réunions de défense de Delescaut interdites et a été bousculé par des voyous d'extrême droite lors d'une réunion à l'université Sciences-Po. Rima Hassan, candidate LFI aux élections européennes, et Anasse Kazib, du groupe moréniste Révolution permanente (RP), sont tous deux convoqués pour des auditions de police pour des soupçons d'« apologie du terrorisme ».

Il s'agit d'une campagne brutale et systématique de répression et de calomnie, visant en fin de compte la classe ouvrière. Elle cherche à faire taire toute expression de l'opposition de masse parmi les travailleurs et les jeunes, en France et à l'étranger, au meurtre systématique de dizaines de milliers de civils sans défense dans les hôpitaux, les camps de réfugiés et lors de distributions de nourriture à la population affamée de Gaza.

Le PES a des divergences politiques irréconciliables avec la bureaucratie stalinienne de la CGT, le populisme de LFI et le groupe de pseudo-gauche RP. Cependant, il défend par principe leurs droits démocratiques et leur liberté d'expression contre l'État policier français. Pour s'opposer au génocide commis à Gaza avec le soutien du gouvernement français et de ses alliés de l'OTAN, et pour défendre ses propres droits démocratiques, il faut alerter et mobiliser la classe ouvrière contre cette répression politique.

La condamnation de Delescaut était basée sur la diffusion d'une déclaration, trois jours après le soulèvement du 7 octobre à Gaza. Faisant référence aux décisions répétées des Nations Unies selon lesquelles

l'occupation et le blocus de Gaza par Israël, qui durent depuis 16 ans, sont illégaux au regard du droit international, cette déclaration dit : « Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi [7 octobre 2023], elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées. »

Les tribunaux ont jugé que cette déclaration pourrait « amoindrir la réprobation morale » du soulèvement de Gaza et encourager l'antisémitisme en France, qui, selon eux, est principalement causé par « le déplacement de ce conflit sur le territoire » de la France.

Ce qui doit être condamné, cependant, c'est le génocide qui est en cours à Gaza, avec le soutien des puissances impérialistes de l'OTAN qui arment l'État israélien.

Quant à l'affirmation selon laquelle la cause principale de l'antisémitisme en France est l'opposition à l'oppression des Palestiniens et au génocide à Gaza, c'est un mensonge politique et historique. Sa principale source est la promotion officielle de forces d'extrême droite comme le Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen ou le parti Reconquête d'Eric Zemmour. Alors que Zemmour a ouvertement défendu la déportation des Juifs par le régime français de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale, le RN a été fondé par le père de Le Pen, Jean-Marie Le Pen, qui a banalisé l'Holocauste, le qualifiant de « détail » de l'histoire.

L'*establishment* politique a intégré ces forces dans la politique officielle et légitime l'héritage du fascisme. Alors qu'il ordonnait à la police anti-émeute d'attaquer les manifestations de masse des « gilets jaunes » contre les inégalités sociales en 2018, le président français Emmanuel Macron a salué le dictateur de Vichy, le maréchal Philippe Pétain, comme un « grand soldat ». Il discute maintenant de l'envoi de troupes en Ukraine, où les puissances de l'OTAN ont armé jusqu'aux dents des unités d'extrême droite comme le bataillon néonazi Azov pour combattre la Russie.

Dans la mesure où le génocide israélien à Gaza encourage la haine des Juifs en France, cela ne peut être combattu qu'à travers une lutte pour unifier les

travailleurs de toutes origines, y compris les travailleurs juifs et musulmans, en opposition au génocide et à la complicité de l'État français dans celui-ci. La lutte contre l'antisémitisme ne peut être laissée à l'appareil policier français, dont les sympathies politiques vont largement à l'extrême droite et qui tente d'étouffer l'opposition au génocide à Gaza.

Ceux qui sont aujourd'hui la cible de la répression policière ne sont pas des politiciens d'extrême droite faisant appel à l'antisémitisme, mais des forces qui ont reçu des millions de votes d'électeurs de gauche hostiles au génocide et à la haine raciale.

Lors des élections présidentielles de 2022, Mélenchon a reçu 8 millions de voix, largement concentrées dans les quartiers populaires des grandes villes françaises, où les électeurs ont cherché à exprimer leur opposition à la fois à Macron et à Le Pen. Après l'interdiction de deux de ses réunions de solidarité avec Delescaut à Lille, Mélenchon a tenu une réunion à l'Institut d'études politiques (Sciences-Po) à Paris. Alors qu'il se rendait à la réunion, des étudiants de l'Union interuniversitaire d'extrême droite et du groupe Némésis l'ont empoigné par ses vêtements et ont crié qu'il était « complice du Hamas ».

À Sciences-Po, Jean-Luc Mélenchon a critiqué les interdictions de ses réunions, dénonçant « l'immense chaîne des lâchetés de ceux qui cèdent avant d'avoir combattu » et qui « ont cédé aux pressions et se sont mis à genoux ».

La police va interroger Rima Hassan, une avocate d'origine palestinienne qui se présente comme candidate européenne LFI, soupçonnée d'apologie du terrorisme, parce qu'elle a tweeté des déclarations telles que : « Du fleuve à la mer, nous voulons libérer TOUS les Palestiniens. » Elle a également retweeté une photo envoyée par des soldats israéliens de son nom écrit sur une bombe sur le point d'être larguée sur Gaza, ajoutant qu'Israël avait « l'armée la plus immorale du monde ».

Anasse Kazib, un responsable syndical des chemins de fer et ancien candidat à la présidence de l'organisation moréniste RP, a subi un interrogatoire hostile de la police sur des soupçons de soutien au terrorisme la semaine dernière. Il a rapporté : « J'ai lu une déclaration rappelant mon soutien à la Palestine et choisi de garder le silence tout au long de l'interrogatoire, face à 7 pages de questions [...] On m'a interrogé sur ma vie et les organisations dans lesquelles je milite. La procédure est extrêmement politique et on nous a parlé de plusieurs dizaines de personnes déjà auditionnées ou qui vont être auditionnées dans les semaines à venir. »

Les accusations contre Delescaut et les allégations contre Kazib ont été portées par les Jeunesses juives

françaises (JFJ), un groupe de jeunes d'extrême droite qui retweete des documents d'Eric Zemmour et de Donald Trump. Après que Kazib ait été libéré de l'interrogatoire, les JFJ l'ont menacé dans un tweet, déclarant : « C'est que le début @AnasseKazib. On tient toujours nos promesses. »

De telles organisations n'ont pas de soutien plus large en France ou dans toute l'Europe, où il y a une opposition écrasante au génocide de Gaza. Ils ne peuvent poursuivre cette politique d'intimidation politique en alliance avec l'État policier que parce que cette opposition n'est pas activement mobilisée dans la lutte. C'est pourquoi il est essentiel de s'exprimer et de lutter pour mobiliser la classe ouvrière dans des grèves et des manifestations contre le génocide à Gaza et pour défier tous les efforts de l'État visant à réprimer l'opposition aux crimes du régime sioniste et de ses bailleurs de fonds impérialistes.

Les travailleurs ne peuvent pas attendre que LFI ou la bureaucratie de la CGT lancent un tel mouvement, ce qu'ils ne feront pas. En effet, ils ont acquiescé à l'interruption par les bureaucraties syndicales d'un mouvement de grève de masse l'année dernière contre les coupes dans les retraites de Macron, qu'il a imposées sans aucun vote parlementaire face à une opposition populaire écrasante. Après avoir réduit le niveau de vie des travailleurs, Macron soutient maintenant un génocide, toujours au mépris de la volonté du peuple.

Les grèves, les manifestations et les réunions d'opposition au génocide doivent être organisées et liées au mouvement international croissant d'opposition au génocide. Cela inclut les travailleurs de Google qui ont été licenciés et les étudiants des universités américaines menacés de répression policière après avoir dénoncé le génocide.

Surtout, cela nécessite la construction d'une direction marxiste révolutionnaire internationale dans la classe ouvrière opposée au génocide et à la guerre impérialiste. Le Comité international de la Quatrième Internationale tiendra cette année son rassemblement international en ligne de la journée des travailleurs sur ce sujet. Le PES appelle les lecteurs à s'inscrire à [wsws.org/mayday](https://www.wsws.org/mayday) et à promouvoir largement le rassemblement.



**Pour contacter le WSWS
et le Parti de l'égalité
socialiste, visitez :
[wsws.org/contact](https://www.wsws.org/contact)**